

Bulletin d'histoire politique

Pour le rétablissement de l'enseignement de l'histoire!

Robert Comeau



Volume 4, Number 2, Winter 1995

Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063522ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063522ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Comeau, R. (1995). Pour le rétablissement de l'enseignement de l'histoire!
Bulletin d'histoire politique, 4(2), 3–5. <https://doi.org/10.7202/1063522ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

POUR LE RÉTABLISSEMENT DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE!

Parmi les mémoires qui ont été présentés à l'occasion des États généraux sur l'éducation au Québec, plusieurs ont abordé la place de l'histoire dans le système d'éducation, du primaire à l'universitaire. Au primaire, on souhaite rétablir un cours d'histoire distinct de celui des sciences humaines. Au secondaire, on juge insuffisant la présence d'un seul cours d'histoire générale en secondaire II et d'un seul cours d'histoire nationale en secondaire IV. On dénonce la place insignifiante occupée par l'histoire au collégial. La Société des professeurs d'histoire du Québec (SPHQ), la nouvelle Association des professeures et professeurs d'histoire des collèges du Québec¹ (APHCQ), ainsi que l'Union des écrivains, la SSJB et la Fondation Lionel-Groulx, tous ces groupes reconnaissent qu'il faut élargir la place de l'histoire dans le système scolaire québécois.

L'APHCQ constate qu'au niveau collégial, 1. il n'y a pas de cours obligatoire d'histoire, 2. qu'il se fait moins d'enseignement en l'histoire actuellement qu'il y a quelques années et 3. qu'en sciences humaines, les professeurs doivent enseigner 45 siècles d'histoire de la civilisation occidentale en moins de 45 heures! On réclame «un cours d'histoire dans la formation générale des élèves de niveau collégial et ce, même si on ajoutait des heures supplémentaires d'enseignement de l'histoire au primaire et au secondaire». On demande également que le nombre d'heures de prestation du seul cours d'histoire obligatoire en sciences humaines portant sur la civilisation occidentale soit immédiatement allongé.

Le mémoire de la SSJB² recommande, entre autres, d'instaurer pour les étudiants du collégial qui n'ont pas suivi le cours d'histoire du Québec de secondaire IV, un cours de synthèse obligatoire de 45 heures sur l'histoire du Québec et d'instaurer, pour l'ensemble des cégépiens, un cours obligatoire d'histoire sur la culture québécoise et la civilisation occidentales.

Toutes ces recommandations et bien d'autres seront étudiées par un comité *ad hoc* spécialement chargé d'étudier la place de cette discipline, comité mis sur pied par le gouvernement du Québec et qui sera présidé par Jacques Lacoursière.

■ faut en finir avec l'amnésie historique dans les polyvalentes et les collèges. Il faut que l'enseignement de l'histoire devienne une matière fondamentale dans le programme des élèves et des étudiants. Car l'histoire est une discipline fondamentale pour la formation intellectuelle; elle est aussi un élément constitutif de l'identité collective. Dans une société pluraliste, l'histoire permet aux individus d'accéder à la culture politique, sociale et économique de leur société. Cette discipline, cette «méthode d'intelligence du social» est essentielle à l'acquisition d'une culture politique commune. Il faut que tous les citoyens du Québec, y compris les néo-Québécois connaissent l'histoire de la société où ils auront à s'intégrer. L'apprentissage de l'histoire est une condition essentielle d'éducation à la citoyenneté. C'est un outil de socialisation politique et d'ouverture à la démocratie. L'histoire joue un rôle éducatif indissociable de la démocratie: comment le futur citoyen pourra-t-il interpréter les déclarations des dirigeants politiques transmises par les médias sans culture historique? Comment se prémunir contre les discours démagogiques fondés sur l'ignorance de l'histoire? Comment participer de façon éclairée aux grands débats de société et comprendre les réalités politiques, économiques et culturelles de son pays si l'on n'en connaît ni les origines ni l'évolution historique?

Comment les citoyens pourront-ils dominer leur peur des autres et du changement, s'ils n'ont pas appris que la dissidence, le débat et les remises en question sont des caractéristiques de la démocratie et des éléments incontournables de l'évolution des êtres humains et des sociétés?

Comme l'affirment les auteurs du mémoire intitulé *Pour une culture publique commune*, l'acquisition d'une culture et d'une conscience historiques constituent des conditions déterminantes de l'accession éminemment souhaitable du plus grand nombre possible d'individus à une citoyenneté responsable. Pour ce, l'enseignement de l'histoire en général et de l'histoire nationale en particulier — non une histoire officielle étatique conçue à des fins politiques, mais une histoire du peuple présentée dans une perspective pluraliste et démocratique — constitue un préalable indispensable à la mise en œuvre d'une culture politique commune, en mesure de constituer les assises de notre identité collective. Le rétablissement de l'enseignement de l'histoire au Québec est une question urgente. Profitons du contexte favorable à la considération d'un élargissement de la place de l'histoire pour

intervenir dans ce débat. L'AQHP ne pourrait-elle pas apporter elle aussi sa contribution et se mobiliser pour obtenir des changements qui s'imposent?

* * *

Ce numéro s'inscrit dans le prolongement du débat organisé à l'UQAM le 10 février 1995 portant sur la réinterprétation de l'histoire du Québec. Nous avons demandé à chacun des participants de la table ronde de nous faire parvenir leurs commentaires de l'article du professeur Ronald Rudin de l'Université Concordia sur le courant révisionniste en histoire du Québec³. Tous ont accepté. De plus, Ronald Rudin a pu réagir à ces textes dans une réplique où il élabore davantage sur ce courant dominant chez les historiens actuels et souhaite l'avènement d'un «post-révisionnisme».

Robert Comeau
Président de l'AQHP

Notes

1. *Le Bulletin de l'APCHQ* (vol. 2, n° 1, octobre 1995) reproduit le mémoire que cette association a présenté à la Commission des États généraux sur l'éducation le 30 août 1995. On peut l'obtenir en écrivant à l'Association des professeures et professeurs d'histoire des collèges du Québec, 100, rue Duquet, Sainte-Thérèse, J7E 3G6.
2. Voir *Pour une culture publique commune*, mémoire de la SSJB de Montréal, présenté lors des audiences publiques de la Commission des États généraux sur l'éducation, septembre 1995, 36 p.
3. L'article, initialement paru dans la *Canadian Historical Review* en 1992, a été traduit et a paru dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, hiver 1995, p. 9-42.